

# L'évolution de la performance du complexe militaro-industriel russe depuis la fin de la Guerre froide



**Alexandre VELLA**  
**Promotion SIE 22**

**École de guerre économique**

## **EXECUTIVE SUMMARY**

### **Français**

Avec la disparition de l'URSS en 1991, le complexe militaro-industriel, pourtant fer de lance de l'économie soviétique, se retrouve au bord de la faillite. Les autorités russes multiplient les réformes visant à sa restructuration et la reconversion de ses capacités industrielles. Après des tentatives infructueuses de reconversion et de privatisation, le complexe militaro-industriel russe retrouve doucement sa force industrielle et technologique grâce à un phénomène de concentration piloté par les autorités russes. Le retour de l'investissement étatique dans le complexe militaro-industriel à l'arrivée à présidence de Vladimir Poutine permet alors à la Russie de progressivement rattraper son retard technologique et ériger des entreprises d'armement aux technologies performantes capables de concurrencer les leaders mondiaux sur les marchés de l'armement. A cet égard, les exportations d'armement russe, en pleine expansion depuis les années 2010, constituent un véritable indicateur de performance industrielle et technologique pour le complexe militaro-industriel russe. L'agence d'exportation des équipements militaires Rosoboronexport en est la vitrine et agit au service de l'ambition politique étrangère de la Russie.

### **English**

With the disappearance of the USSR in 1991, the military-industrial complex (MIC), which was the spearhead of the Soviet economy, is on the brink of bankruptcy. The Russian authorities have stepped up the reforms aimed at restructuring and reconverting MIC's industrial capacities. After unsuccessful attempts at reconversion and privatization, the Russian military-industrial complex have slowly regained its industrial and technological strength thanks to a concentration phenomenon piloted by the Russian authorities. The return of state investment at Vladimir Putin's arrival to power has enabled Russia to progressively catch up with its defense technology gap and to set up arms companies with high-performance technologies capable of competing with world leaders. the arms markets. In this respect, Russian arms exports, which have been booming since 2010, constitute a true indicator of industrial and technological performance for the Russian military-industrial complex. The military export agency Rosoboronexport is the showcase of the new MIC and acts in the service of foreign policy ambition of Russia.

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **INTRODUCTION**

#### **I. LA RATIONALISATION DU TISSU INDUSTRIEL DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL RUSSE**

**A. Une difficile restructuration et privatisation**

**B. L'inévitable phénomène de concentration**

#### **II. LE RATTRAPAGE TECHNOLOGIQUE DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL RUSSE SOUS L'IMPULSION DE L'ÉTAT**

**A. Le retour de l'investissement étatique dans la BITD russe**

**B. Rostec, symbole du renouveau industriel**

#### **III. LES EXPORTATIONS D'ARMEMENT : INDICATEUR DE PERFORMANCE DU CMI RUSSE ?**

**A. Les exportations : source de revenus**

**B. Rosoboronexport : les ventes d'armes au service de la politique étrangère**

## INTRODUCTION :

Aux temps de l'Union soviétique, le complexe militaro-industriel russe constituait le fer de lance de l'économie nationale et un véritable instrument de puissance dans le contexte de la Guerre froide.

Il a notamment assuré l'entrée de la nouvelle Union des Républiques Socialistes Soviétiques dans l'ère de l'industrialisation massive, permettant de doter l'Armée rouge d'équipements militaires efficaces et performants. Ainsi, dans les années 1980, l'industrie de l'armement soviétique représentait plus de 14 millions d'emplois et assurait plus de 50% du produit national brut de l'URSS. Le complexe militaro-industriel soviétique témoignait de la puissance industrielle du pays en matière de production d'armes, un secteur qui représentait près de 70% de l'industrie nationale<sup>1</sup>.

Le CMI soviétique a également joué un rôle central dans la confrontation militaire, économique et scientifique qui opposait l'Union soviétique aux États-Unis dans le contexte de la Guerre froide. Sous l'impulsion du CMI, l'Armée rouge est totalement motorisée et constamment rééquipée en fonction de l'innovation technologique, en chars, canons, véhicules de transport et systèmes de communication. Ainsi, à la fin des années 1970, l'industrie de l'armement soviétique a fourni à l'URSS la plus grande flotte aérienne de tous les temps, la plus grande flotte de sous-marins nucléaires du monde, et dans les années 1980 d'une flotte de navires de surface largement supérieure en tonnage à celle des États-Unis, à l'exception des porte-avions. Par ailleurs, dans le contexte de la Guerre froide, le CMI russe s'est exportée à l'international, ne fournissant plus d'équipements militaires uniquement à l'Armée rouge, mais à l'ensemble des pays tombant dans la sphère d'influence du bloc de l'Est et aux milices et guérillas communistes agissant à travers le monde durant la Guerre froide.

Enfin, entretenant une compétition technologique à tous niveaux avec les États-Unis, le complexe militaro-industriel soviétique a également contribué à développer une cascade d'innovations dans des secteurs plus larges de l'économie soviétique puis russe. Les OKB, bureaux d'étude expérimentaux du CMI soviétique, ont ainsi été des acteurs majeurs dans le rattrapage technologique de l'Union soviétique dans le domaine civil, grâce au recours à la rétro-conception et à l'association avec les instituts de recherche en haute technologie des universités publiques russes. Le programme spatial soviétique a également considérablement bénéficié des ressources de l'industrie de l'armement qui

---

<sup>1</sup> Pascal Le Pautremat, « Dimensions budgétaires et commerciales des industries militaires », *Encyclopaedia Universalis*, 2018

en a fourni l'ossature administrative et technologique, permettant à l'Union soviétique de longtemps dominer les États-Unis dans la course à l'espace des années 1960.

Toutefois, l'éclatement de l'Union soviétique en 1991 et la fin de la Guerre froide marquent la fin d'un âge d'or pour le complexe militaro-industriel de l'ancienne URSS et affectent durablement les ressources et performances des industries de l'armement russes.

La disparition de l'URSS en 1991 a mis la fin à l'existence du CMI unique, basée sur la localisation planifiée des unités de production de l'industrie de l'armement sur l'ensemble du territoire de l'Union soviétique. La Russie hérite environ 80% du potentiel industriel de défense de l'URSS, mais ne peut assurer que 17% de la production du CMI de l'URSS par ses propres capacités. Bien que la production de certains composants pour le CMI soit organisée sur le territoire de la Russie, la dépendance à l'égard de la coopération avec les entreprises des pays de la Communauté des Etats Indépendants, notamment de la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan, persiste, notamment dans les secteurs de la construction navale et de l'industrie spatiale<sup>2</sup>.

Par ailleurs, la fin de la guerre froide a marqué le début d'une période de profonde restructuration et reconversion des capacités industrielles de défense à travers le monde, à laquelle le complexe militaro-industriel russe n'a pas échappé, bien au contraire. Comme aux États-Unis et en Europe, la Russie est contrainte de réduire le nombre de sites de production d'armement et d'actifs employés pour les entreprises du complexe militaro-industriel. Ainsi, alors que le CMI soviétique employait plus de 14 millions de personnes à son âge d'or, son successeur ne comptait en 2005 plus que 2 millions de personnes, principalement dans l'aéronautique, l'industrie aérospatiale et l'industrie de défense<sup>3</sup>.

Autre conséquence de l'effondrement de l'URSS et de la fin de la Guerre froide, les crédits accordées aux forces armées et à son complexe industriel s'effondrent brutalement. Les industries de défense russes se retrouvant avec des capacités excessives dans la production militaire, leur conversion devient alors une nécessité économique. Les entreprises sont amenées à engager des stratégies de diversification de leur production d'armements et à se réorganiser en faveur d'une recherche et d'une production duale, c'est-à-dire à usage militaire et civil.

Par ailleurs, il est intéressant de constater que l'avènement de l'économie de marché en Russie et la privatisation de nombreuses entreprises publiques ex-soviétiques n'ont touché le CMI russe que de manière très limitée. Bien que l'URSS et son

---

<sup>2</sup> Jacques Fontanel, Alexandre Karlik, « L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? », *Innovations*, 2005

<sup>3</sup> Pascal Le Pautremat, *op.cit.*

appareil hyper-centralisé aient disparu, les profondes mutations du CMI ont été impulsées, dictées et dirigées par l'État russe. Ce dernier contrôle et détient aujourd'hui la quasi-totalité des industries d'armement du pays, à travers son entreprise d'État Rostec et son Agence fédérale pour la gestion des biens de l'État gérant les participations du gouvernement russe dans diverses industries de défense.

Ainsi, l'État russe garde un rôle central dans la définition de l'organisation, de l'allocation des ressources et des ambitions de son complexe militaro-industriel, qui doit constituer le fer de lance au service du renouveau de la Russie.

Cette étude visera à analyser la manière dont l'État russe structure ses efforts visant à améliorer la performance de son complexe militaro-industriel et ainsi répondre à ses ambitions internationales.

Nous analyserons tout d'abord de la difficile conversion du CMI russe suite à la chute de l'Union soviétique pour ensuite étudier les efforts impulsés par le gouvernement russe depuis les années 2000 en vue d'optimiser l'utilisation des ressources financières du complexe militaro-industriel et en faire un véritable outil de puissance à l'international.

## **I. La rationalisation du tissu industriel du complexe militaro-industriel russe**

Avec la disparition de l'URSS en 1991, la Russie hérite de la très grande majorité des ressources et capacités du complexe militaro-industriel soviétique. Toutefois, l'effondrement des dépenses militaires dans les années 1990 oblige les autorités russes à restructurer l'organisation et les activités de ses industries de l'armement, engageant une politique de diversification vers les produits civils et un vaste mouvement de concentration industrielle.

### **A. Une difficile restructuration et privatisation**

En mars 1992, la Commission militaro-industrielle (VPK) qui gère le complexe militaro-industriel de l'Union soviétique est abolie. Cette disparition entraîne une réforme en profondeur de l'organisation du CMI dont l'activité était paralysée, sous l'effet de l'effondrement économique de l'URSS puis de la Russie au début des années 1990.

Le 21 avril 1992, une première loi de conversion tente de réorganiser le complexe militaro-industriel russe selon cinq principes :

- La réduction et le transfert des activités aux régions ;
- La privatisation ;
- L'accroissement de la production civile ;
- La mise en place de *joint-ventures* ;
- L'appel aux investisseurs étrangers<sup>4</sup>.

La Russie ayant adopté une structure politique fédérale, les régions héritent de la gestion d'une partie du complexe militaro-industriel, ce qui permet au gouvernement fédéral de se décharger en partie de cette écrasante charge financière, principalement des entreprises en situation de « survie ». Toutefois, ce transfert de responsabilité aux administrations locales constitue un véritable gouffre financier pour les régions qui doivent prendre en charge les employés des entreprises du CMI en faillite et assurer l'entretien des capacités industrielles du CMI.

Combiné à la forte baisse des dépenses publiques de la Russie, ce transfert brutal à des administrations locales inexpérimentées provoque l'effondrement des activités industrielles du CMI. En 1993, seules 25 % des entreprises du CMI avaient encore une véritable activité économique, entraînant une immédiate raréfaction de nombreux

---

<sup>4</sup> Cyrille Gloaguen, « Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2005

objets de la vie quotidienne, la plupart étant produits par des usines du complexe (80 % de la technologie médicale, 70 % de l'équipement agricole, par exemple).

Par ailleurs, la réorganisation du CMI russe prévoit la privatisation de 1167 des 1968 entreprises le composant, principalement celles ayant des activités de production des biens à usage civil. Or, le marasme économique et administratif du début des années 1990 laisse ses efforts de privatisation vains, l'État russe conservant une gestion quasi-inactive de ses entreprises. Ainsi, en 1995, 60% de la capacité scientifique et technique de la Russie, 85% des bureaux d'étude et 90% des instituts de recherche étaient encore financées par la part publique du CMI, alors qu'en même temps, son niveau de production ne représentait plus que 8,7% par rapport à celle de 1991<sup>5</sup>.

Les activités de recherche et développement et de production industrielle du complexe militaro-industriel russe se retrouvent alors quasiment à l'arrêt.

## **B. L'inévitable phénomène de concentration**

Suite aux échecs de la privatisation et à l'effondrement de l'activité industrielle à tous niveaux, le gouvernement russe décide à partir de la fin des années 1990 de privilégier les fusions entre entreprises du CMI au sein de structures intégrées (holdings, complexes, groupes industriels)<sup>6</sup>.

A travers cette réforme du CMI, il s'agit de mettre l'accent sur la constitution de grands groupes industriels à l'image via un processus de regroupement et de mutualisation des capacités industrielles et de recherche et développement au sein de holdings dont l'État détient une part majoritaire voire totale dans le cas d'une holding sous forme de société d'État.

Pour le gouvernement russe, cette concentration des entreprises du CMI au sein de groupements industriels est motivée par plusieurs facteurs.

Il s'agit tout d'abord de mieux répartir les charges d'activités entre entreprises du CMI. En effet, en 2001, le coefficient d'activité des entreprises du complexe industriel de défense était très inégal d'une entreprise à une autre et ne dépassait pas en moyenne les 15% de leurs capacités de production. La fusion d'un certain nombre d'entreprises au sein d'une structure intégrée apparaît alors comme un moyen de mieux répartir le carnet de commandes de l'État entre les différentes entreprises du CMI.

---

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Isabelle Facon, « Industrie d'armement russe : une situation paradoxale », *Géoéconomie*, 2011

Autre ambition derrière cette politique de concentration, le gouvernement russe cherche à réduire les concurrences fratricides au sein du complexe militaro-industriel<sup>7</sup>. En effet, comme à l'époque soviétique, le CMI russe compte encore trop d'entreprises par domaines d'activité et niches technologiques. En 2000, plus de 150 entreprises dépendant de l'Agence pour les systèmes de contrôle étaient engagées dans des activités de recherche et développement et de production de biens similaires (électronique, radars). Dans le secteur naval de défense, une quarantaine de chantiers navals militaires se partageait la quasi-inexistante demande en construction d'unités navales et de maintien en condition opérationnelle de la flotte militaire russe. Véritable obstacle à la performance financière, ce phénomène de doublons conduit à une spirale de concurrences fratricides entre les entreprises du CMI et à la présence de produits similaires et de moindre qualité.

Enfin, dernier avantage recherché, le partage des coûts. A travers ce phénomène de concentration, il s'agit pour le gouvernement russe de réduire les coûts moyens de production et de réaliser des économies d'échelle grâce à la mutualisation des capacités de production. Ces conglomérats visent également à mutualiser les coûts de la recherche et développement et à développer des projets communs sur le modèle des concentrations à l'œuvre aux États-Unis et en Europe à cette même époque (Lockheed Martin, Boeing, Airbus, Thalès).

Ainsi, durant les années 2000, le complexe militaro-industriel russe traverse plusieurs mouvements de concentration qui réduisent considérablement le nombre d'entreprises le composant et conduisent à la constitutions de géants industriels.

En novembre 2000, Robosoronexport est créée par la fusion entre deux sociétés fédérales distinctes et concurrentes, Rosvoorouzhenie et Promexport, et l'unique agence intermédiaire en charge des exportations du complexe militaro-industriel russe. En 2002, la fusion entre plusieurs entreprises du CMI opérant dans le domaine de la lutte anti-aérienne donne naissance à Almaz-Antei, plus grande entreprise du CMI et 10<sup>ème</sup> au rang des plus grandes entreprises mondiale du secteur de l'armement. Autre exemple, en novembre 2007, le président russe Vladimir Poutine signe un décret créant la société d'Etat Rostekhnologii, renommée Rostec en 2012, par la fusion des 437 entreprises du CMI, dont une partie était en situation de crise financière.

---

<sup>7</sup> Cyrille Gloaguen, *op.cit.*

## **II. Le rattrapage technologique du complexe militaro-industriel russe sous l'impulsion de l'État**

Après une décennie catastrophique, le complexe militaro-industriel russe connaît une amélioration sensible de son environnement politique et financier dans les années 2000. Ce retour progressif à la croissance et la consolidation du CMI russe coïncident avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, qui réintègre l'industrie d'armement dans le projet de puissance russe.

Cette stratégie au service de la politique étrangère de la Russie conduit alors l'État russe à investir dans le rééquipement et la modernisation de son appareil militaire et industriel en vue de rattraper le retard technologique accumulé par certains secteurs de l'armement. La société Rostec et les entreprises d'armement gérées par l'Agence fédérale pour la gestion des biens de l'État jouent ici un rôle fondamental dans l'atteinte de ces objectifs et ont fait l'objet d'investissements massifs visant à améliorer leurs performances technologiques et industrielles.

### **A. Le retour de l'investissement étatique dans la BITD russe**

Les années 1990 ont marqué un arrêt brutal dans le long développement du complexe militaro-industriel russe, le privant d'une commande nationale solide et le contraignant à rechercher les conditions de sa survie sur les marchés civils et export.

Or, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine au début des années 2000 marque une évolution progressive en faveur d'une modernisation et d'une relance des activités du complexe militaro-industriel russe. Ainsi, les budgets d'équipement des forces armées sont fortement augmentées à partir de 2002 et d'ambitieux programmes d'armement sont adoptés par le Kremlin. En 2006, les autorités russes adoptent le premier véritable programme d'armement depuis la chute de la Guerre froide et prévoient un investissement de près de 190 milliards de dollars en vue du rééquipement des forces armées russes et de la modernisation des capacités industrielles et de R&D du complexe militaro-industriel.

Ces investissements massifs sont confirmées par les successifs programmes d'armement (GPV 2020, GPV 2027) qui permettent progressivement à la Russie de rattraper son retard technologique<sup>8</sup>. Ainsi, selon les chiffres officiels du Ministère de la Défense russe,

---

<sup>8</sup> Richard Connolly, Mathieu Boulègue, "Russia's new state armament programme. Implications for the Russian armed forces and military capabilities to 2027", *Chatham House*, The Royal Institute of International Affairs, 2018

en 2018, étaient considérés comme modernes 73% des équipements des forces aériennes, 79% de ceux des forces nucléaires stratégiques, 45% de ceux de l'armée de terre et 53% de ceux de la Marine<sup>9</sup>. Ces écarts de modernisation entre forces aériennes et stratégiques d'un côté et forces terrestres et navales de l'autre s'expliquent par le choix politique du gouvernement Poutine de renforcer le volet de la dissuasion nucléaire, véritable jauge de puissance à l'international, et par les limites capacitaires de certaines branches de l'industrie de défense russes. Ainsi, l'acquisition d'unités navales modernes a notamment été freinée par la faiblesse du secteur de la construction navale russe qui était, avant la création du conglomérat United Shipbuilding Corporation en 2012, éclaté en une quarantaine de chantiers navals à capacités réduites et aux infrastructures vieillissantes, ainsi que par la rupture des coopérations industrielles avec l'Ukraine depuis 2014.

De plus, du point de vue de la performance industrielle, le complexe militaro-industriel russe a assuré avec succès la livraison de systèmes d'armes et d'équipements militaires basés sur des modèles déjà existants. Sukhoi, constructeur d'avions militaires, a ainsi assuré la livraison dans les délais prévus d'une cinquantaine d'avions de chasse Su-34 et Su-35 de conception soviétique aux forces aériennes russes, entre 2012 et 2017. Sur la même période, l'industriel de l'armement terrestre Uralzavagonzavod a fourni à l'armée de terre russe plusieurs centaines de chars de combat T-72 et 7-90 ainsi qu'un millier de véhicules blindés, tous basés sur des conceptions plus anciennes. Dans le secteur naval, les plus grosses unités navales livrées ont été produites à partir de conceptions datant de l'ère soviétique.

Toutefois, si le CMI russe a été efficace à livrer des équipements basés sur des modèles soviétiques en grande quantité, ses industries se sont montrées moins performantes dans la livraison d'équipements militaires issus de technologies plus avancées. L'ambitieux plan de 2000 nouveaux chars de combat T-14 Armata porté par Uralzavagonzavod n'a pas pu être mené à terme. Le secteur de la construction navale est celui qui accuse le plus de retard dans la livraison des nouvelles unités à fort caractère technologique. Ainsi, la livraison du premier sous-marin diesel-électrique de la classe Amour prévue pour 2018 a été repoussée à une date indéterminée, en raison de l'incapacité des industriels navals à fournir les systèmes de propulsion anaérobie pourtant critiques dans le cadre de la guerre sous-marine. Des retards similaires touchent le programme des frégates de classe Gorshkov, en raison des difficultés rencontrés par le CMI à développer des nouveaux radars et systèmes d'armes suite aux sanctions imposées par les États-Unis et ses alliés depuis 2014.

Ainsi, malgré des investissements massifs, le CMI russe souffre encore aujourd'hui d'importantes lacunes capacitaires, principalement en matière d'intégration de nouvelles technologies.

---

<sup>9</sup> Richard Connolly, Mathieu Boulègue, *op.cit.*

Au-delà des réussites et échecs industriels du CMI russe, plusieurs instituts de recherche internationaux s'accordent pour souligner la revitalisation de l'industrie de défense depuis 2013. De nouveaux moyens de production ont été construits dans le secteur militaire aérien tandis que les lignes de production ont été réorganisées pour améliorer la production en série et réduire les coûts unitaires. Par ailleurs, la politique de revalorisation salariale à destination des salariés du CMI russe ont attiré de nouveaux ingénieurs et chercheurs, plus jeunes et plus qualifiés, réduisant le risque lié à l'âge élevé des chercheurs actuels.

## **B. Rostec, symbole du renouveau industriel**

Outre l'adoption de programmes ambitieux de modernisation d'équipements militaires pour les forces armées russes, le gouvernement de Poutine a souhaité approfondir la politique de concentration industrielle entamée à la fin des années 1990. Cette politique, motivée par le partage des coûts de production et de la R&D, détient également un fort enjeu de puissance pour la Russie. Il s'agit pour le pays de faire émerger un géant industriel russe capable de concurrencer les industries occidentales sur les marchés mondiaux de la défense et de l'aéronautique.

C'est ainsi qu'en novembre 2007, le gouvernement russe annonce la création de la société d'Etat Rostekhnologii. Dirigée depuis sa création par Sergueï Tchemezov, la société holding Rostekhnologii regroupe à cette même 437 entreprises du complexe militaro-industriel russe, dont une partie se trouvait en état de crise financière. Renommée Rostec en 2012, la société vise à promouvoir le développement, la fabrication et l'exportation des produits industriels de pointe en fournissant un soutien financier et technique aux entreprises russes sur les marchés intérieurs et extérieurs<sup>10</sup>.

L'une des ambitions du projet est ici de faire de Rostec le catalyseur des efforts de recherche et de développement en matière de technologies militaires mais aussi civiles. C'est pourquoi la holding absorbe dès sa création une grande partie des bureaux d'études technologiques et des instituts de recherche du complexe militaro-industriel. Elle est également dotée d'installations de production propres pour apporter un soutien technique aux différentes entreprises du CMI russe, notamment celles en situation de crise financière dont les capacités de production sont vétustes.

Par ailleurs, la création et la consolidation de Rostec présentent des intérêts politiques majeurs pour le Kremlin. Dans un premier temps, il s'agissait de mettre fin aux conflits qui opposaient les actionnaires de différentes sociétés du CMI dans le cadre de prises de participations au sein d'industries hautement stratégiques, comme VSMPO-AVISMA,

---

<sup>10</sup> « Передача "Ростеху" имущественного вклада РФ продлена до 2015 г », *1prime.ru*, 2014

principal producteur de titane du monde. Le groupement de sociétés concurrentes ou en conflit au sein d'une seule holding, dont l'unique propriétaire et actionnaire est la Fédération de Russie elle-même, apparaît alors comme un moyen de contraindre ces entreprises à coopérer dans le cadre contraignant de Rostec.

Dans un second temps, l'intérêt d'une telle concentration des industries de défense russes dans les mains d'un seul gestionnaire est de renforcer la tutelle de l'Etat et de pleinement soumettre les moyens du CMI au service de la politique étrangère et de défense du Kremlin. Au-delà du contrôle financier exercé par l'Etat russe via les participations majoritaires au sein des entreprises de Rostec et de Rostec elle-même, cette volonté de mise au pas au service de l'Etat russe est très clairement visible par les relations étroites entretenues entre le Kremlin et les dirigeants de Rostec. En effet, le directeur général de Rostec, Sergueï Tchemezov, est un ami proche de Vladimir Poutine alors que les autres postes-clés de la holding ont été confiés à des personnalités du cercle du Président, comme Sergueï Abramov, ancien premier ministre de Tchétchénie, ou encore Vladimir Yakunin.

Cette collusion politico-industrielle entre le Kremlin et les dirigeants de Rostec permet également au gouvernement russe d'approfondir le processus de concentration des activités industrielles sous le contrôle de l'administration fédérale, y compris dans des secteurs plus larges de l'économie russe.

En effet, très rapidement, au nom des « intérêts stratégiques de la Russie », le gouvernement russe a poussé Rostec à multiplier l'absorption d'industries civiles et à favoriser leurs fusions en sous-holdings sectorielles. Ainsi, Rostec a acquis le contrôle de nombreuses entreprises civiles jugées stratégiques comme les constructeurs automobiles AvtoVAZ, détenteur de la marque Lada, et Kamaz, fabricant de moteurs et de camions, plusieurs compagnies aériennes, ou encore la compagnie VSMPO-Avisma, leader mondial sur le marché du titane et de l'aluminium<sup>11</sup>.

En 2018, Rostec a également reçu l'accord final du Président Poutine pour l'intégration de l'United Aircraft Corporation (UAC), société mère des principales constructions aéronautiques russes Sukhoi, MiG et Irkut. Cette acquisition, qui est à l'ordre du jour depuis plusieurs années, correspond à l'ambition du Kremlin de consolider tous les actifs de l'aviation nationale entre les mains de Rostec. En effet, la société d'Etat contrôle déjà Russian Helicopters, l'unique producteur russe d'hélicoptères, United Engine Corporation, l'unique producteur de moteurs d'avions, ainsi qu'environ 750 producteurs de composants aéronautiques, qui fournissaient déjà 70% des pièces à l'United Aircraft Corporation. Bien que les dirigeants de Rostec insistent sur le fait que la structure

---

<sup>11</sup> Pavel Luzin, « The inner workings of Rostec, Russia's military industrial behemoth », *Wilson Center*, 2019

résultante a pour modèle l'Airbus européen, elle ressemble en réalité remarquablement au ministère de l'Aviation de l'ancienne Union soviétique<sup>12</sup>.

Ainsi, à l'image de l'intégration d'UAC à Rostec, ces fusions-acquisitions et alliances industrielles ambitionnent de renforcer la coopération technologique et de production, de réaliser des économies d'échelle ainsi que de bénéficier d'un meilleur partage des innovations, notamment dans le domaine de technologies duales.

Tableau 1 : Panorama des principales entreprises de haute technologie de Rostec

<b>ROSTEC</b>	
<b>Cluster - Aviation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concern Radio-Electronic Technologies (KRET)</li> <li>• Russian Helicopters</li> <li>• United Engine Corporation</li> <li>• United Aircraft Corporation</li> <li>• Technodinamika</li> </ul>
<b>Cluster - Électronique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concern Avtomatika</li> <li>• Ruselectronics</li> <li>• United Instrument Manufacturing Corporation</li> <li>• Shvabe Holding</li> </ul>
<b>Cluster - Armement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• High Precision Systems</li> <li>• Kalashnikov Concern</li> <li>• Nacimbio</li> <li>• RT-Chemcomposite</li> <li>• RT-Stankoprom</li> <li>• Security technologies</li> <li>• Techmash</li> </ul>
<b>Entreprises majoritairement ou partiellement contrôlées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rosoboronexport</li> <li>• VSMPO-AVISMA</li> <li>• AvtoVAZ</li> <li>• Kamaz</li> <li>• Uralvagonzavod</li> <li>• RT-Invest</li> <li>• RT-Business Development</li> <li>• Russia TEC</li> <li>• National Ecological Operator « d »</li> </ul>

<sup>12</sup> « Rostec gains control over Russia's United Aircraft Corporation », *rusaviainsider.com*, 2018

Dans les conditions économiques et politiques actuelles de la Russie, le scénario le plus probable est que le gouvernement continue à promouvoir la concentration des grandes industries de défense et civils autour de Rostec, et ainsi démanteler ce qui reste d'une économie de marché. Le Kremlin a d'ailleurs clairement exprimé sa volonté de désigner certaines entreprises de défense comme fournisseurs exclusifs d'équipements destinés à des sociétés minières et énergétiques et a même publié une directive indiquant que les produits de consommation devraient représenter 50% des revenus du complexe militaro-industriel d'ici 2030. Pour l'instant, Rostec estime cette part à 29,1% du chiffre d'affaires, soit 462,4 milliards de roubles<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Pavel Luzin, *op.cit.*

### **III. Les exportations d'armement : indicateur de performance du CMI russe ?**

Avec l'amélioration des performances industrielles du complexe militaro-industriel et de son environnement politique et financier, la Russie entend utiliser son renouveau industriel au service de ses intérêts à l'international via la promotion des exportations.

#### **A. Les exportations : source de revenus**

Dès les années 1990, les exportations d'armement apparaissent comme une nécessité pour maintenir le système d'armement en Russie, dans le contexte de la quasi-disparition de la commande nationale des équipements militaires.

Pourtant, à partir des années 2000, la restructuration et la montée en puissance du complexe militaro-industriel ont permis à ses entreprises de développer de nouvelles capacités d'exportation en direction des marchés internationaux de l'armement. Ces nouvelles perspectives sont pleinement saisies par le gouvernement russe qui voit en ces exportations une source importante de revenus, de prestige et de rapprochements géopolitiques.

Les exportations d'armement constituent en effet un moyen pour la Russie de diversifier son commerce extérieur, en cherchant à réduire la dépendance à l'égard du pétrole et du gaz. En 2016, les produits combustibles et énergétiques représentaient encore 62% des exportations russes tandis que les exportations d'armement n'atteignaient que 5% la même année<sup>14</sup>.

Toutefois, les exportations d'armement russe connaissent une très forte croissance depuis 2015, et ce malgré les sanctions imposées contre les entreprises du CMI suite à la crise ukrainienne de 2014. Ainsi, entre 2002 et 2018, la valeur des exportations d'armement russe a été multipliée par 4, passant de 4,8 milliards de dollars à 19 milliards de dollars.

Par ailleurs, il est intéressant de constater une diversification du type d'équipements militaires exportés à l'étranger. Alors que les exportations d'armement étaient largement dominées dans l'aéronautique dans les années 2000, les équipements ne représentent plus qu'en moyenne 37% des exportations d'armement depuis 2012. Les exportations totales d'armes et d'équipements militaires pour les armées de terre atteignent en moyenne 27%. Dans le même temps, les parts des équipements navals et

---

<sup>14</sup> Oleg Egorov, « Pas que du pétrole : qu'exporte la Russie aujourd'hui ? », *Russia Beyond*, 2018

des systèmes antiaériens ont représenté respectivement 18% et 15% du total des exportations d'armement. La Russie est ainsi devenue le deuxième exportateur d'armes conventionnelles du monde après les États-Unis.

Tableau 2 : Exportations russes d'armement (en milliards de dollars)<sup>15</sup>

2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
6.5	7.4	8.3	8.8	10	13.2	15.2	13.2	10	14.5	15	15	19

### **B. Rosoboronexport : les ventes d'armes au service de la politique étrangère**

De plus, les exportations d'armement constituent un puissant outil de politique étrangère pour la Russie. En effet, le renouveau du complexe militaro-industriel et l'amélioration de ses capacités technologiques ont tout d'abord permis à la Russie de renouer avec ses anciennes alliances et ses anciens accords commerciaux du temps de la Guerre froide, par l'intermédiaire de Rosoboronexport, son agence d'exportation des équipements militaires.

Créé en novembre 2000, Rosoboronexport est née de la fusion des entreprises d'Etat Rosvooruzheniye State Corporation et Promexport, qui devient la principale agence fédérale pour les exportations d'équipements militaires. Devenue en 2007 l'unique intermédiaire pour les exportations d'armes, Rosoboronexport a pour rôle de structurer l'appareil militaire et technologique de la Fédération de Russie et de garantir son indépendance vis-à-vis de l'étranger. Sur le plan politique, Rosoboronexport participe au rapprochement commercial et diplomatique entre la Russie et ses principaux clients étrangers.

Ainsi, en 2010, les principaux clients étrangers du complexe militaro-industriel russe étaient les mêmes que datant de la Guerre froide, c'est-à-dire l'Algérie, l'Inde, la Chine, la Syrie, l'Iran, le Venezuela ou encore le Vietnam. Ces contrats d'armement ont ainsi contribué à réactiver les anciennes alliances et coopérations militaires du temps de l'Union soviétique, comme l'ont montré les crises internationales en Syrie ou au Venezuela.

Par ailleurs, le retour des produits russes sur les marchés internationaux de l'armement représente une occasion pour la Russie de nouer des partenariats industriels voire

<sup>15</sup> <https://www.themoscowtimes.com/2018/11/01/russias-arms-exporter-sold-19-billion-worth-weapons-2018-ceo-says-a63380>

politiques avec des pays traditionnellement alliés au bloc occidental. C'est ainsi que Rosoboronexport a adopté une stratégie de conquête de nouveaux marchés au Moyen-Orient et en Amérique latine. Entre 2005 et 2010, le complexe militaro-industriel russe a remporté ses premiers contrats au Moyen-Orient, notamment au Qatar et aux Émirats arabes unis. En 2008, Rosoboronexport s'est également implanté en 2008 avec un contrat de fourniture de 12 hélicoptères Mi-35M, construits par la sous-holding Russian Helicopters de Rostec.

Autre exemple récent du rôle des exportations d'armement dans la politique étrangère de la Russie, le contrat des S-400 Triumph à la Turquie. Depuis 2016, la Russie et la Turquie opèrent un rapprochement diplomatique qui s'est notamment concrétisé par la conclusion d'un contrat de 2,5 milliards de dollars pour la fourniture du système de défense antiaérienne S-400 Triumph à la Turquie<sup>16</sup>. Membre de l'OTAN et allié traditionnel des États-Unis, la Turquie a accepté de conclure ce contrat malgré les mises en garde des États-Unis qui craignent que les S-400 d'Almaz-Antei, dotés d'un puissant radar, ne parviennent à déchiffrer les secrets technologiques de ses avions militaires dernier cri. La livraison des premiers missiles en juillet 2019 a ainsi poussé les États-Unis à imposer des sanctions à l'encontre de la Turquie, ce qui ne devrait que faire confirmer le rapprochement entre la Russie et la Turquie à l'œuvre depuis 2016.

Ainsi, grâce à Rosoboronexport, l'industrie de défense russe a trouvé les voies d'une diversification de sa clientèle face au tassement relatif de ses marchés asiatiques traditionnels, Chine et Inde. En servant de vitrine à la capacité industrielle et technologique du complexe militaro-industriel russe, les exportations d'armement conclus par Rosoboronexport soutiennent le prestige de la Russie et constituent un véritable outil de puissance étrangère.

---

<sup>16</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/07/12/la-livraison-de-missiles-russes-s-400-a-la-turquie-a-commence-annonce-ankara\\_5488522\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/07/12/la-livraison-de-missiles-russes-s-400-a-la-turquie-a-commence-annonce-ankara_5488522_3210.html)

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE :

- Cyrille Gloaguen, « Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2005
- Pascal Le Pautremat, « Dimensions budgétaires et commerciales des industries militaires », *Encyclopaedia Universalis*, 2018
- Jacques Fontanel, Alexandre Karlik, « L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? », *Innovations*, 2005
- Isabelle Facon, « Industrie d'armement russe : une situation paradoxale », *Géoéconomie*, 2011
- Richard Connolly, Mathieu Boulègue, "Russia's new state armament programme. Implications for the Russian armed forces and military capabilities to 2027", *Chatham House*, The Royal Institute of International Affairs, 2018
- Pavel Luzin, « The inner workings of Rostec, Russia's military industrial behemoth », *Wilson Center*, 2019